



Les accords de l'OMC et les impératifs du commerce international des produits alimentaires

Le commerce international des produits alimentaires est soumis à de nombreuses réglementations censées protéger le consommateur, d'abord pour sa santé. Mais ces réglementations sont parfois détournées de leur fonction initiale pour être employées comme des obstacles, non tarifaires, au commerce. De nouveaux accords internationaux limitent cette dérive.

La sécurité des aliments

Le commerce international des denrées alimentaires est soumis à de nombreuses contraintes. Les services nationaux de contrôle alimentaire appliquent généralement des réglementations qui leur confèrent toute autorité sur ces denrées dans les domaines de la sécurité des aliments, de l'hygiène, de la qualité, de l'emballage, de l'étiquetage, de la manutention et du stockage. En général, ces réglementations incluent des exigences précises qui doivent être satisfaites pour que les produits alimentaires soient admis dans le pays.

La nécessité de protéger le consommateur des dangers pour sa santé est indiscutable. Cependant, ces réglementations, quelquefois appliquées

de façon discriminatoire ou injuste, peuvent constituer des nouveaux obstacles non tarifaires au commerce.

Le Cycle de l'Uruguay des négociations commerciales multilatérales a intégré les préoccupations de sécurité des aliments dans le débat sur l'accès aux marchés. Dans un contexte de suppression des mesures non tarifaires et de réduction des barrières tarifaires, l'argument de sécurité des aliments est devenu stratégique. Il en a résulté la signature de l'accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et de l'accord révisé sur les obstacles techniques au commerce (OTC).

Ces accords sont annexés, ainsi que dix-sept autres, aux accords de Marrakech établissant l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En adhérant à l'OMC, les Etats ratifient tous les accords, SPS et OTC inclus, qui sont contenus dans l'accord de l'OMC, administré par ce dernier.

Le but de ces accords est de s'assurer que les mesures mises en place par les Etats pour protéger la vie des

hommes, des animaux et des plantes sont fondées scientifiquement et ne sont pas des obstacles au commerce déguisés. Ensemble, ces deux accords couvrent tous les aspects des normes alimentaires, en incluant les aspects de qualité et de sécurité des aliments, ainsi que d'autres domaines, tels que l'étiquetage, la protection du consommateur, la biotechnologie, l'irradiation des aliments et la production d'aliments « biologiques ».

L'accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires

Un pays membre de l'OMC peut interpeller un autre pays membre sur une exigence en termes de sécurité des aliments ou de santé des animaux ou des plantes, en l'accusant de pratiquer des obstacles injustifiables au commerce. Les procé-

E. BOUTRIF

Fao, via delle Terme di Caracalla,
00100 Rome, Italie
ezzidine.boutrif@fao.org

dures de règlement des différends de l'OMC peuvent être utilisées si nécessaire.

L'accord SPS comprend quatorze articles et trois annexes (définitions, transparence des réglementations et des contrôles SPS, procédures d'inspection et d'approbation).

Les principales dispositions de l'accord sont présentées ci-dessous.

Droits et obligations fondamentaux

Les Etats membres peuvent mettre en place des mesures SPS pour protéger la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes. Ces mesures sanitaires et phytosanitaires doivent être en harmonie avec les dispositions de l'accord de l'OMC sur les mesures SPS. Elles doivent être fondées sur une preuve scientifique claire et ne doivent pas constituer une restriction déguisée au commerce international.

Harmonisation

L'accord SPS établit que, pour harmoniser les mesures SPS le plus largement possible, les membres doivent fonder leurs mesures sur des normes, des recommandations ou des lignes directrices internationales, quand elles existent. Dans ce cas, leurs mesures SPS sont considérées comme nécessaires pour protéger la vie humaine et la vie des animaux ou des plantes, et sont ainsi en conformité avec les accords SPS. En d'autres termes, les normes, recommandations ou lignes directrices internationales sont automatiquement acceptées comme des mesures justifiées.

Dans la mesure du possible, les membres sont encouragés à participer activement aux travaux des organisations normatives internationales afin de faire valoir leurs opinions et positions vis-à-vis des normes et recommandations en respect des mesures SPS, en particulier :

- la Commission du Codex Alimentarius, qui traite de la vie

humaine et des aspects sanitaires des aliments ;

- l'Office international des épizooties, qui s'occupe de la vie et de la santé des animaux ;

- la Convention internationale de protection des végétaux, pour la vie et la santé des plantes.

Le comité SPS, au sein de l'OMC, doit contrôler le processus d'harmonisation et coordonner ses prescriptions avec les organisations internationales dans ce domaine. Il contrôle l'utilisation des normes internationales et en particulier, il identifie celles qui ont une importance majeure dans le commerce international et qui donc permettent l'harmonisation des normes nationales.

Equivalence

Les Etats membres doivent accepter les mesures de contrôle de leurs partenaires, même si celles-ci sont différentes des leurs, quand le pays exportateur peut démontrer que ses mesures permettent d'atteindre le même niveau de protection SPS que le pays importateur. Le pays importateur, en contrepartie, doit avoir accès aux systèmes d'inspection et d'analyse du produit.

Evaluation des risques

Les pays peuvent introduire des mesures, nécessaires à la protection de la vie ou de la santé humaine, animale ou des plantes, qui procurent un niveau de protection plus important que celui fourni par les normes, les recommandations ou les lignes directrices internationales, à condition d'apporter les justifications scientifiques nécessaires. De même, le besoin d'un niveau de protection supérieur doit se fonder sur l'évaluation des risques, adaptée aux circonstances.

Les accords SPS définissent l'évaluation des risques comme l'évaluation de la probabilité d'entrée, d'établissement ou de propagation d'un ravageur ou d'une maladie dans un pays importateur (en accord avec les mesures SPS appliquées), les conséquences potentielles biologiques et

économiques, ou les effets négatifs sur la santé humaine et animale découlant de la présence d'additifs, de contaminants, d'organismes causant des maladies ou libérant des toxines, dans l'alimentation, les aliments pour le bétail et les boissons.

Les mesures SPS doivent être fondées sur une évaluation des risques pour la santé et la vie des hommes, des animaux et des plantes selon les méthodes développées par les organisations internationales.

Dans l'évaluation des risques, les pays membres doivent tenir compte :

- des preuves scientifiques disponibles, des modes de production, d'inspection, d'échantillonnage et de test, de la prévalence de maladies et de ravageurs spécifiques, de l'existence de zones exemptes de maladies et de ravageurs, et des traitements ;

- du rapport coût / efficacité des techniques alternatives pour limiter les risques ;

- du but de minimiser les effets sur le commerce ;

- du caractère exceptionnel des risques pour la santé humaine auquel les gens s'exposeraient volontairement ;

- du besoin de s'assurer que le même niveau de protection ne peut être atteint avec des mesures alternatives moins restrictives pour le commerce.

Les pays membres doivent collaborer à la définition d'une approche commune dans l'application d'un niveau sanitaire et phytosanitaire contre un risque donné. Ceci peut être réalisé dans les fonctions du comité SPS pour développer des lignes directrices pour l'application de normes internationales.

Quand les preuves scientifiques sont insuffisantes, les pays membres peuvent adopter des mesures temporaires fondées sur l'information disponible à ce moment, comme les normes internationales, ou les mesures appliquées par les autres pays membres. Une information supplémentaire doit être recherchée pour avoir une évaluation des risques plus objective et revoir les mesures SPS.



Le dossier de la viande aux hormones

Le dossier opposant l'Union européenne et les Etats-Unis au sujet de la viande aux hormones illustre parfaitement les différentes facettes d'un conflit commercial ayant pour origine la qualité des aliments. La succession des étapes du conflit a été la suivante :

- l'Union européenne interdit l'importation des viandes produites avec des hormones de croissance en 1989, notamment les viandes en provenance des Etats-Unis ;
- dans un premier temps, les Etats-Unis engagent des mesures de rétorsion avec l'imposition de droits de douane pénalisant les produits agricoles européens pour un montant équivalent au manque à gagner américain ;
- suite à la signature des accords de Marrakech en 1994 et à la mise en place de l'Organe de règlement des différends, l'Union européenne conteste les rétorsions unilatérales mises en œuvre par les Etats-Unis. Le désaccord doit être désormais traité à l'OMC ;
- les Etats-Unis suppriment les droits de douane incriminés en 1996, mais déposent une plainte auprès de l'OMC, en argumentant que le Codex n'a pas identifié de risques pour la santé humaine liés à l'utilisation des hormones ;
- les Européens n'ayant pas démontré formellement l'existence des risques en question, le panel réuni par l'OMC a considéré en 1997 que l'Union européenne appliquait des restrictions illicites aux importations et a demandé en conséquence à l'Union européenne de ne plus refuser les importations américaines ;
- cette décision a été contestée par l'Union européenne qui a demandé un réexamen du dossier ainsi qu'un délai pour procéder à de nouvelles analyses du risque encouru ;
- les Etats-Unis dénoncent la démarche européenne, estimant que le délai demandé ne sert qu'à différer un peu plus la reprise des importations ;

V. RIBIER

Cirad-amis, 45 bis avenue de la Belle Gabrielle, 94736 Nogent-sur-Marne, France
vincent.ribier@cirad.fr

– le jugement d'appel reconnaît le droit d'un pays à établir ses propres critères et limite la prééminence des normes du Codex sur les normes nationales, mais il maintient l'illégalité des interdictions d'importation européennes.

Adaptation aux conditions régionales

Les mesures SPS doivent être adaptées à une zone spécifique (que ce soit un pays, une partie d'un pays) et fondées sur l'évaluation scientifique de certaines caractéristiques sanitaires, en observant le niveau de prévalence de certains ravageurs ou maladies, les programmes d'éradication ou de contrôle et les lignes directrices qui peuvent être développées sur le plan international.

Le concept de zones exemptes de maladies ou de ravageurs, ou bien à faible prévalence, doit être reconnu et, si besoin est, le pays exportateur doit fournir les informations nécessaires pour démontrer qu'une zone

est effectivement exempte et le restera probablement, et donner au pays importateur le droit d'inspection et de test.

Transparence

L'accord met l'accent sur le besoin de transparence dans le développement et l'application des mesures SPS. Il est effectivement dit en substance que les pays membres doivent s'assurer que toutes les réglementations sanitaires et phytosanitaires qui ont été adoptées soient rapidement publiées de sorte que les pays membres intéressés puissent se familiariser avec elles.

Les pays membres doivent publier toutes les réglementations SPS et un

délai suffisant doit être alloué entre la publication et la mise en application pour permettre la mise à niveau du pays exportateur, particulièrement s'il s'agit d'un pays en développement.

Chaque pays membre doit établir un point d'information, qui agit comme informateur et qui collabore avec les organisations concernées pour :

- la diffusion de réglementations ;
- le contrôle et les procédures d'inspection ;
- la méthode de production et le traitement en quarantaine, la tolérance aux pesticides et les procédures d'approbation des additifs alimentaires sur son territoire ;
- les procédures d'évaluation des risques pour un niveau déterminé de protection ;
- sa participation dans les réunions internationales et régionales concernant les matières SPS, ainsi que dans les accords bilatéraux et multilatéraux.

Des points d'information nationaux séparés sont requis par les accords SPS et OTC et les pays membres doivent avertir immédiatement le secrétariat de l'OMC. Celui-ci rédigera un répertoire général de ces points d'information pour circulation. Il doit être souligné qu'il ne peut y avoir qu'un seul point d'information par pays pour chaque accord.

Procédures de notification

Ces procédures sont mises en place quand il n'existe pas de normes, de recommandations ou de lignes directrices internationales. En d'autres termes, un pays membre doit notifier à l'OMC toute nouvelle réglementation ou changement par rapport aux réglementations existantes, quand elles diffèrent des normes, recommandations ou lignes directrices internationales.

Le pays membre qui établit une réglementation doit, à travers le secrétariat de l'OMC :

- publier une note à temps (habituellement 45 à 60 jours avant la mise en application) pour permettre aux

autres pays membres d'être informé de cette réglementation ;

- indiquer les produits concernés, les objectifs et les motifs de la réglementation proposée ;

- fournir sur demande les copies des réglementations proposées et identifier les parties qui diffèrent des réglementations, lignes directrices et recommandations internationales ;

- donner suffisamment de temps aux autres pays membres pour formuler leurs commentaires par écrit, les discuter et prendre les résultats des discussions en considération.

Les notifications au secrétariat de l'OMC doivent être faites en anglais, en français ou en espagnol ; les pays membres peuvent demander une copie dans l'une de ces trois langues et si le document est très important, un résumé doit être fourni. L'OMC doit faire circuler ces documents parmi les pays membres et les organisations internationales et attirer particulièrement l'attention des pays en développement si ces réglementations affectent leurs produits. Les pays membres doivent désigner une seule autorité gouvernementale responsable de ces procédures de notification à l'échelle nationale.

Les arrangements spéciaux ne peuvent exister là où il y a un risque imminent pour la santé d'un pays membre. Le sujet principal pour les notifications d'urgence est la nature du problème même.

Assistance technique

Les accords SPS requièrent une assistance pour les pays en développement, afin de leur permettre de renforcer leurs systèmes de protection de la santé des animaux et des plantes et de la sécurité des aliments.

Les pays membres doivent fournir une assistance technique aux autres membres, en particulier aux pays en développement, par exemple dans les domaines de la production et de la fabrication des aliments, de la recherche et des infrastructures (en particulier les organismes de réglementation nationaux). Ceci peut être sous forme de conseils, de crédits, de

donations ou d'allocations financières. Les pays membres peuvent réclamer des expertises techniques, de la formation ou de l'équipement qui leur permettront de réaliser les conditions SPS sur leurs marchés à l'export.

Lorsque des investissements substantiels sont nécessaires à un pays exportateur pour remplir les conditions SPS d'un pays membre importateur, ce dernier doit fournir l'aide technique qui permettra à l'autre pays de maintenir ou d'accroître son accès au marché pour le produit considéré.

Le comité SPS doit être tenu au courant de l'assistance technique apportée aux pays membres par les organisations internationales.

Traitement spécial et différentiel

Les pays membres doivent prendre en considération les besoins particuliers des pays en développement lors de la mise en place de leurs mesures SPS.

Lorsque des mesures SPS peuvent être étalées dans le temps, un délai plus important doit être accordé aux pays en développement pour les produits concernés afin de leur permettre de conserver leurs opportunités de marché.

Ainsi, des dérogations temporelles peuvent être accordées aux pays en développement sur une partie ou sur la totalité de ces accords. Ceci est alloué sur la requête du comité sur les mesures SPS.

Administration

Le comité sur les mesures SPS a été établi pour servir de forum d'échange régulier d'information entre les pays membres sur tous les aspects liés à la mise en place des mesures SPS.

Cette mission comporte :

- l'organisation de consultation *ad hoc* sur des aspects spécifiques des mesures SPS ;
- l'encouragement à l'utilisation de normes, recommandations et lignes

directrices internationales par tous les pays membres et la facilitation de la communication entre les organes nationaux et internationaux, qui permettra une harmonisation plus importante ;

- le maintien de contacts proches avec les autres organisations internationales pour s'assurer que les meilleurs conseils scientifiques et techniques pour l'administration des accords sont mis à disposition et éviter la duplication de travaux ;

- le contrôle du phénomène d'harmonisation entre les différents membres.

L'accord sur les obstacles techniques au commerce

L'accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC) est la révision des accords du même nom, développés lors du Cycle de Tokyo (1974-1979) des négociations sur le GATT (*General Agreement on Tariffs and Trades*). L'accord OTC a été principalement étudié dans le but de s'assurer que des normes techniques et des procédures d'évaluation de la conformité (avec les réglementations techniques et les normes) comme utilisées dans le commerce ne puissent constituer des obstacles superflus au commerce. Les accords OTC couvrent tous les produits, industriels et agricoles compris.

Un ensemble de normes de qualité des produits

Les normes et les réglementations techniques se réfèrent aux caractéristiques des produits et aux méthodes de reproduction et peuvent inclure ou ne mentionner que la terminologie, les symboles, le marquage, l'emballage ou les dispositions d'étiquetage, telles qu'elles s'appliquent à un produit, un procédé ou une méthode de fabrication.



L'évaluation de la conformité se réfère directement ou indirectement aux procédures qui déterminent si les exigences d'une norme ou d'une réglementation sont remplies. Cela peut inclure l'échantillonnage, le test, l'inspection, l'évaluation, la vérification, l'assurance de la conformité, l'enregistrement, l'accréditation, l'approbation ainsi que toutes leurs combinaisons.

Dans le cadre des accords, une norme constitue un ensemble de règles d'application volontaire par l'industrie, etc., tandis qu'une réglementation technique est une norme appliquée par le gouvernement dans un cadre légal. Le Codex contient les deux types de textes, mais contient les modèles primaires pour les réglementations techniques.

La protection du consommateur

Les accords OTC couvrent des aspects de normes alimentaires liées aux dispositions de qualité, des exigences nutritionnelles, d'étiquetage et de méthodes d'analyse, exception faite des mesures SPS couvertes par les accords SPS. Ceci comporte un grand nombre de mesures destinées à protéger le consommateur contre la fraude économique.

Le principe fondamental des accords OTC est que les normes et les réglementations techniques doivent avoir un objectif légitime, être appliquées en proportion à l'objectif, être transparentes et non discriminatoires.

Bien que la prévention contre les barrières injustifiées au commerce reste l'objectif majeur des accords, le droit d'un pays à assurer la qualité de ses importations, la protection de la vie ou de la santé humaine ou animale, la protection de l'environnement, la prévention de pratiques frauduleuses et la protection des intérêts vitaux, est reconnu.

Comme les accords SPS, les pays ou les organismes de normalisation qui ont l'intention de produire une nouvelle norme ou une nouvelle

réglementation technique sont encouragés à utiliser les normes internationales ou leur parties adaptées, à moins qu'on ne puisse démontrer qu'elles ne sont pas adaptées pour des raisons climatiques par exemple.

Contrairement aux accords SPS, il n'y a pas de programme d'harmonisation actif des mesures nationales, ou des dispositions pour contrôler l'utilisation des normes internationales. L'accord reconnaît le rôle des normes internationales et des procédures d'évaluation de la conformité

dans l'amélioration de l'efficacité de la production et la facilitation du commerce international. Les normes conduisent aussi à un transfert d'information des pays développés vers les pays en développement.

Les accords OTC reconnaissent que les pays en développement peuvent avoir des difficultés dans l'établissement de l'infrastructure nécessaire à la formulation et à la mise en place des réglementations techniques, des normes et des procédures d'évaluation de la qualité, et qu'ils peuvent avoir besoin d'assistance à cet égard.

Yaourts : le défi d'une norme internationale

Depuis le début du siècle, les yaourts français sont des produits vivants, l'opinion publique ayant relayé l'intuition scientifique de l'effet bénéfique des bactéries lactiques sur la santé. Dans les années 80, les Etats-Unis et les pays d'Europe du Nord ont cependant commencé à stériliser leurs yaourts après fermentation, ce qui rend la chaîne du froid inutile et réduit les coûts logistiques. Pour protéger leur savoir-faire mais aussi le dynamisme économique de leur secteur, les industriels français ont alors pris conscience de la nécessité de prouver scientifiquement l'intérêt de la flore vivante pour la santé.

Le syndicat Syndifrais a lancé un programme de recherche dans le cadre duquel les universitaires ont réussi à montrer ses effets positifs sur la digestion du lactose et la stimulation de l'immunité : autant d'arguments solides pour défendre la séparation entre produits vivants et produits post-thermisés et obtenir une définition officielle reconnaissant celle-ci.

Le dossier était fondamental, d'abord, pour le marché unique européen où il n'est pas possible de refuser la commercialisation d'un produit vendu dans un autre Etat membre : ce qui signifie que, faute d'une appellation distinguant produits vivants et produits post-thermisés, le consommateur ne pouvait pas faire la différence. Les industriels français ont obtenu gain de cause puisque la définition communautaire des yaourts inclut désormais « la présence de bactéries lactiques vivantes en quantité importante » et que la Cour de justice européenne ne reconnaît un libre droit de circulation sous l'appellation « yaourts » qu'aux seuls produits contenant des ferments vivants (arrêt Smanor).

Sur le plan international, en revanche, la victoire n'est pas définitive. Les normes actuelles différencient bien les deux catégories de produits : l'appellation « yaourts » est réservée aux produits contenant des ferments vivants alors qu'un produit post-thermisé n'y a pas droit, même sous forme de référence dans sa dénomination. Mais ces normes, anciennes, sont en cours de révision. Grâce à la qualité du dossier scientifique présenté, la distinction a été, pour le moment, maintenue par le Codex. La décision finale n'interviendra qu'en 2002. En attendant, ce dossier reste révélateur de l'importance des arguments scientifiques puisque le Codex Alimentarius, comme l'accord multilatéral de 1994 sur les aspects sanitaires, donne un rôle central à la « preuve (evidence en anglais) scientifique disponible ».

D'après BOURLIOUX, 1998. Un exemple de coopération recherche-industrie dans le commerce international : le cas du yaourt. Séminaire sur les normes et obstacles techniques aux échanges, Inra, Grignon, France, 27-28 janvier 1998.

Les réponses du Codex aux accords du Cycle de l'Uruguay

La reconnaissance de l'importance de la qualité et de la sécurité des aliments pour la population mondiale, ainsi que l'importance du commerce alimentaire dans le développement social, économique et humain ont conduit à l'établissement de la Commission du Codex Alimentarius, en 1962, par la Fao (Food and Agriculture Organization of the United Nations) et l'Oms (Organisation mondiale de la santé).

La révision des normes Codex

Au cours de la conférence Fao-Oms de mars 1991 sur les normes alimentaires, les produits chimiques dans l'alimentation et le commerce des produits alimentaires, il a été mis au point un programme de révision des normes et lignes directrices Codex,

ainsi que de ses procédures de travail, en prévision des résultats du Cycle de l'Uruguay. Les normes Codex ont été beaucoup simplifiées et l'accent a été mis sur des éléments clairement gouvernés par les dispositions des accords SPS et OTC. Les aspects de la sécurité des aliments des normes Codex ont été réexaminés afin de s'assurer qu'ils étaient en conformité avec les principes d'évaluation des risques fondés sur la science, soulignés dans les accords SPS.

Les principes retenus

Afin de clarifier le procédé par lequel le Codex élaborera ses normes, la 21^e session de la Commission du Codex Alimentarius (CCA, Rome, juillet 1995) a adopté quatre déclarations de principe sur le rôle de la science et la mesure dans laquelle d'autres facteurs sont pris en considération.

(1) Les normes, recommandations et lignes directrices Codex doivent être fondées sur le principe d'une analyse et de preuves scientifiques claires, sous-entendant une revue exhaustive de toutes les informations dispo-

nibles, pour que ces normes assurent la qualité et la sécurité des aliments.

(2) En élaborant et en décidant les normes, le Codex considèrera, lorsque c'est approprié, les autres facteurs légitimes liés à la protection de la santé des consommateurs et à la promotion de pratiques honnêtes dans le commerce international.

(3) Dans ce cas, l'étiquetage des aliments joue un rôle important pour atteindre ces deux objectifs.

(4) Quand les membres du Codex sont d'accord sur l'importance de la protection de la santé publique mais ont des vues différentes à propos d'autres considérations, les membres peuvent s'abstenir d'accepter la norme en question, sans pour autant empêcher son acceptation par le Codex.

La CCA a également établi un nouvel organe subsidiaire pour guider dans l'établissement de procédures et de systèmes d'inspection et de certification à l'export et à l'import, fondé sur les accords du Cycle de l'Uruguay et qui maintient une coopération étroite avec le comité SPS de l'OMC.

Résumé...Abstract...Resumen

E. BOUTRIF — Les accords de l'OMC et les impératifs du commerce international des produits alimentaires.

Le commerce international des produits alimentaires est soumis à de nombreuses contraintes. Chaque pays établit ses propres normes en matière de sécurité des aliments et les produits qui rentrent dans un pays doivent satisfaire à ces normes. Afin que ces réglementations soient bien utilisées pour la protection du consommateur et non comme des obstacles non tarifaires au commerce, deux accords ont été annexés aux accords de l'Organisation mondiale du commerce : l'accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et l'accord révisé sur les obstacles techniques au commerce (OTC). Les Etats sont encouragés à fonder leurs normes et leurs réglementations sur des analyses et des preuves scientifiques claires.

E. BOUTRIF — WTO agreements and the imperatives of the international food trade.

The international food trade is subject to numerous constraints. Every country has its own food safety standards to which products entering the country have to conform. To ensure that regulations are used to protect the consumer and not as non-tariff trade barriers, two agreements have been appended to World Trade Organization agreements: the agreement on sanitary and phytosanitary measures (SPS) and the revised agreement on technical barriers to trade (TBT). Countries are encouraged to base their standards and regulations on clear scientific analyses and evidence.

Keywords: world trade, food product, food safety, health, consumer, standard, evidence, world.

E. BOUTRIF — Los acuerdos de la OMC y las exigencias del comercio internacional de productos alimentarios.

El comercio internacional de productos alimentarios está sometido a numerosas restricciones. Cada país establece sus propias normas relativas a la seguridad alimentaria y los productos que entran en un país deben ajustarse a dichas normas. Para que estos reglamentos sean adecuadamente empleados para la protección del consumidor y no como obstáculos no tarifarios al comercio, se han añadido dos acuerdos a los acuerdos de la Organización Mundial del Comercio: el acuerdo sobre medidas sanitarias y fitosanitarias (SPS) y el acuerdo revisado sobre los obstáculos técnicos al comercio (OTC). Se anima a los estados para que fundamenten sus normas y reglamentos en análisis y pruebas científicas claras.

Palabras clave: comercio internacional, producto alimentario, seguridad de los alimentos, salud, norma, prueba, mundo.

Mots-clés : commerce international, produit alimentaire, sécurité des aliments, santé, consommateur, norme, preuve, monde.